



**Eric
Laurent**

**BUSH
L'IRAN
ET LA
BOMBE**

Enquête
sur une guerre
programmée



PLON

Pour abattre le régime des mollahs, l'administration Bush décide non pas de dîner avec le diable, mais de s'inviter à sa table, en s'alliant à un groupe inscrit depuis 1997 par le Département d'État sur la liste des organisations terroristes. Ses positions réelles et son idéologie profonde sont aussi profondément hostiles aux États-Unis et à l'Occident que celles de la République islamique, mais ses dirigeants, manipulateurs cyniques, animés d'une logique de survie, passent des alliances avec les pires ennemis du régime islamique pour prolonger leur existence. Michael Rubin qualifie le MEK (Moudjahidin du peuple) de « monstres de la gauche¹ », une étiquette qui caractérise parfaitement cette quasi-secte qui mêle depuis sa création terrorisme, autocratie, islamisme et marxisme.

Né sur les décombres du mouvement réformiste prôné dans les années 1960 par le leader du Bazar, Mehdi Bazargan, le MEK est créé par un groupe d'étudiants, dont Massoud Radjavi, qui prétendent que Dieu a non seulement créé le monde mais qu'il prône une évolution historique qui aboutira à une société sans classes, supplantant les inégalités capitalistes. Leur théorie est un étrange « syncrétisme » où marxisme et islam coexistent

1. Michael Rubin, *Monsters of the Left Mujahidin al-Khalq*, The Progressive Conservative, USA, volume 8, issue 12, 13 janvier 2006.

dans le même rejet du clergé conservateur. Pour eux, les oulémas chiites, comme les sunnites, ont échoué à comprendre la véritable essence du Coran et son dynamisme. Massoud Radjavi, qui s'affirme rapidement comme le seul leader, réinterprète la religion pour justifier le terrorisme. Pour lui, la mort au combat ou lors d'un attentat se rattache à la tradition chiite de la glorification du martyr. Un principe repris depuis par tous les groupes terroristes actuels, notamment le Hezbollah et le Hamas, pour justifier les attentats suicide.

Un dictateur qui n'a jamais été au pouvoir

Le MEK, engagé dans une lutte sans merci contre le régime du Shah, multiplie les assassinats et les attentats contre les intérêts américains en Iran.

En 1979, le mouvement est un des artisans de la prise en otage des diplomates américains en poste à Téhéran. Au même moment, il soutient l'invasion soviétique de l'Afghanistan et s'oppose à la résistance des moudjahidin afghans. Réorganisé par Radjavi, le MEK fonctionne désormais comme un parti communiste, d'inspiration trotskiste, avec son comité central et son bureau politique, des organisations de propagande et de jeunesse qui gravitent autour pour recruter de nouveaux membres.

Moustache à la Staline, Radjavi n'impose pas le centralisme démocratique mais une autorité et une hiérarchie aussi rigoureuses qui font de lui l'unique détenteur du pouvoir.

Pour le chef des moudjahidin, l'arrivée au pouvoir de Khomeiny marque le triomphe du clergé ultraconservateur auquel il s'est toujours opposé. Pour le guide de la Révolution, le mélange de marxisme et d'islam du MEK constitue une hérésie intolérable. À la tête d'une délégation

tion, Radjavi est reçu dans la ville sainte de Qom par l'ayatollah Khomeiny qui écarte sèchement ses offres de services et lui administre d'un ton glacial une leçon sur ce qu'est le véritable islam.

La rupture est dès lors consommée. Les moudjahidin sont qualifiés par les proches de Khomeiny d'« hypocrites » et d'« incroyants », une escalade verbale qui se double d'un affrontement marqué par une violence inouïe, oubliée aujourd'hui. Ses sympathisants, taxés d'« ennemis de Dieu », sont exécutés en grand nombre. Le directeur de la prison Ervin, le plus grand établissement pénitentiaire de Téhéran, se vante des innombrables exécutions sommaires d'adolescents. Aux morts qui se comptent par milliers, répondent les assassinats et les attentats que le MEK revendique : 10 000 victimes entre 1981 et 1982.

Le 29 juillet 1981, Radjavi, accompagné de l'ex-président de la République Bani Sadr, fuit l'Iran à bord d'un appareil de l'armée de l'air qui se pose sur la base militaire d'Évreux. Radjavi trouve refuge à Auvers-sur-Oise où réside son frère médecin, à quelques centaines de mètres de l'auberge Ravoux où mourut Vincent Van Gogh. Il y installe son quartier général et le transforme en un camp retranché qui existe encore aujourd'hui.

Pour continuer d'exister, ce dictateur qui n'a jamais été au pouvoir et règne sur un groupe affaibli offre ses services au pire ennemi de son pays : Saddam Hussein. Les moudjahidin deviennent les supplétifs de l'armée irakienne dans la guerre sanglante en cours contre Téhéran. Toutes les tendances de l'opinion iranienne se rejoignent sur un point : la haine et le mépris envers les Moudjahidin du peuple, qualifiés de « traîtres » et de « terroristes ».

« Les tuer avec des tanks »

En 1991, au lendemain de la défaite de Saddam Hussein, l'avenir de l'Irak est l'objet d'âpres discussions au sein du petit groupe de conseillers réunis autour de Bush père. Robert Gates, déjà lui, prépare plusieurs scénarios. L'un d'eux envisage la création d'un mini-État dans le sud de l'Irak à dominante chiite. Gates souhaite y créer une armée sur le modèle du Sud-Liban, où Israël conserve un glacis et finance une milice. Washington multiplie les appels au soulèvement des chiites et des Kurdes. Un calcul qui repose sur deux certitudes : Saddam Hussein, dont les jours sont comptés, confronté à une défaite militaire aussi humiliante, ne sera pas en mesure de répliquer à un soulèvement.

Un message de soutien, suffisamment ambigu pour pouvoir être démenti à la première occasion, est envoyé aux leaders kurdes iraniens. Au même moment, des experts militaires américains franchissent la frontière turque et gagnent le Kurdistan.

Bush et son entourage sont stupéfaits lorsque Saddam Hussein réprime avec une extrême violence la rébellion chiite, puis celle des Kurdes. « Ils n'avaient plus de scénario, me confia un collaborateur, à l'époque, de Dick Cheney au Pentagone. Je me rappelle que nous demandions aux services de renseignements : mais quelles sont ces unités de la garde républicaine qui répriment l'insurrection ? Ils étaient incapables de nous répondre. » Et pour cause : les soldats revêtus des uniformes de cette unité d'élite choyée par Saddam, qui assassinent des milliers de civils kurdes et d'opposants chiites réfugiés dans les marais au sud de Bassora, sont des Moudjahidin du peuple. Selon le fils du dirigeant kurde Jalal Talabani, aujourd'hui président de l'Irak, « jusqu'à la chute du

régime, il [le MEK] faisait partie intégrante du pouvoir militaire irakien, lourdement impliqué dans l'anéantissement du pouvoir kurde en 1991¹ ».

Le *New York Times* publie le témoignage, sur ces événements, d'un ancien garde du corps de Radjavi et de sa seconde épouse, Maryam : « On nous a expliqué que si ces révoltes parvenaient à renverser Saddam Hussein, ce serait la fin de notre mouvement... Maryam Radjavi nous a conseillé de les tuer avec des tanks afin de garder nos balles pour d'autres opérations². »

Des manipulateurs hors pair

Il existe des « États voyous » mais aussi des mouvements dits « révolutionnaires » qui le sont tout autant : les FARC en Colombie et le MEK entrent dans cette catégorie.

Massoud Radjavi et sa seconde épouse, Maryam, règnent sur leur mouvement en despotes : les membres ne sont pas autorisés à lire d'autres lectures que celles du MEK, vivent en commun, sont astreints au célibat, doivent renoncer à la sexualité et participent à des séances régulières d'autocritique.

En 1985, au terme de leur mariage qui doit marquer, selon eux, le coup d'envoi d'une « Révolution idéologique permanente », les Radjavi contraignent les quelques couples mariés à divorcer pour mieux se consacrer physiquement et mentalement au culte de la personnalité qu'ils ont créé.

Manipulateurs hors pair, ils ont totalement réussi, à l'extérieur, à occulter ce comportement de chefs de secte

1. Michael Rubin, *op. cit.*

2. Elaine Scolino, « La face cachée des moudjahidin », *New York Times / Courrier International*, 10 juillet 2003.

et leur passé terroriste, et compris à quel point les démocraties sont naïves et dépourvues de mémoire. Alors, ils font le siège des Parlements européens, obtiennent en 1986 que 3 000 parlementaires, notamment en France, signent une pétition en leur faveur ; opération rééditée en 1992 aux États-Unis où 1 500 membres et collaborateurs du Congrès apportent, dans une déclaration conjointe, « leur soutien au Conseil national de la résistance [l'aile politique du MEK] en tant qu'alternative démocratique au régime de Khomeiny ». Ils envoient des délégations auprès du parti travailliste britannique, des partis communistes italien et grec, gagnent la bienveillance de nombreuses organisations des droits de l'homme et d'universitaires réputés. Tous ces gens semblent avoir oublié que « l'ennemi d'un adversaire » n'est pas nécessairement un ami. Michael Rubin, spécialiste de l'Iran à l'American Enterprise Institute, proche pourtant des néo-conservateurs, témoigne d'une véritable aversion pour le mouvement : « À travers les États-Unis, écrit-il, les membres du MEK confient aux membres du Congrès, à leurs équipes et à d'autres responsables politiques ce qu'ils veulent entendre : le MEK est le seul mouvement d'opposition capable d'évincer la République islamique, impopulaire et répressive. Ils sont habiles. Les membres du Congrès et les commentateurs politiques reçoivent à Noël des paniers remplis de noisettes et autres douceurs. Habillés avec soin, parlant avec recherche, leurs représentants approchent les écrivains, politiciens et experts critiques envers le régime iranien¹. »

1. Michael Rubin, *op. cit.*

Quatre points non négociables

Téhéran ne cesse de réclamer à Paris l'extradition des dirigeants des moudjahidin et l'interdiction de leurs activités sur le sol français. Selon une étude sur les relations entre la France et l'Iran, publiée en 2006 : « Pour voir ses exigences prises en considération, l'Iran a choisi de mettre la pression sur la France pour que celle-ci accepte d'expulser le chef des moudjahidin et de régler le contentieux sur Eurodif (le partenariat franco-iranien sur le nucléaire civil)¹. » Dans cette perspective, des prises d'otages au Liban et plusieurs attentats seront organisés par l'Iran. « Au début du mois de décembre 1985, écrit Dominique Lorentz, les Iraniens réveillèrent donc le président Mitterrand par un double attentat. Le 7 décembre, deux bombes explosent simultanément aux Galeries Lafayette et au Printemps². »

Roland Dumas, rencontré à son domicile parisien de l'île Saint-Louis, me parle d'abord de sa première visite en Iran : « C'était en 1951, je travaillais alors pour un petit journal et j'avais un problème de peau qui m'avait conduit à laisser pousser ma barbe. Mossadegh, alors au pouvoir, m'avait pris en sympathie. » La parenthèse nostalgique refermée, il évoque les quatre points non négociables avancés en 1986 par François Mitterrand, sur lesquels il était hors de question d'engager des pourparlers avec l'Iran : « Refus de verser une rançon pour les otages détenus, de remettre en question les contrats d'armement passés avec l'Irak ou de livrer des armes à l'Iran. Enfin, hors de question d'expulser des réfugiés politiques

1. *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, Cemoti, n° 41, janvier-juin 2006.

2. Dominique Lorentz, *Secret atomique*, Les Arènes, 2002.

iraniens, comme Massoud Radjavi ou l'ancien président Bani Sadr¹. »

La reine des abeilles

Pourtant, quelques mois plus tard, Massoud Radjavi sera expulsé vers l'Irak par Jacques Chirac, qui vient d'arriver à la tête d'un gouvernement de cohabitation. Les Iraniens se réjouissent, à tort, d'une telle décision. Radjavi devient l'allié de leurs pires ennemis et sera l'exécuteur des basses œuvres de Saddam. Les 7 000 à 8 000 hommes, lourdement armés, dont il dispose en territoire irakien assurent la répression interne au profit du régime baasiste, mais sont également infiltrés en Iran pour commettre des attentats, des opérations de sabotage ou des assassinats ciblés.

En 1987, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, annonce l'expulsion d'opposants iraniens, en majorité des moudjahidin. La décision provoque une levée de boucliers. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés s'inquiète, la Ligue des droits de l'homme proteste. Jack Lang s'exclame : « Honte à Pasqua. Honte au gouvernement Chirac qui, par ce geste indigne, renie le droit d'asile et pactise avec la dictature de Khomeiny. » Lionel Jospin souligne l'« expulsion brutale ». La réponse de Charles Pasqua est à la fois ironique et précise : « C'est votre droit... de vous déclarer solidaires des Moudjahidin du peuple qui, aujourd'hui, combattent le régime de Khomeiny comme ils l'ont aidé hier à prendre le pouvoir. Vous aurez du mal à les présenter comme des démocrates authentiques et on peut imaginer quel régime s'instaurerait en Iran s'il prenaient le pouvoir. » Seul bémol à cette mise au point

1. Entretien avec l'auteur, juin 2007

en juillet 1985, Charles Pasqua a signé un texte de soutien aux moudjahidin...

Le mouvement, qui a pourtant si peu de goût pour la démocratie, va orchestrer une grande campagne de protestation à travers l'Europe et les États-Unis, avec l'aide de la presse qui témoigne en cette occasion d'un singulier aveuglement. Des pressions payantes. Paris accepte le retour de sept des expulsés.

Le 17 juin 2003, 1 300 policiers encerclent puis donnent l'assaut au quartier général de l'organisation à Auvers-sur-Oise. Cent soixante-cinq membres et responsables sont arrêtés, dont la présidente, Maryam Radjavi. En geste de protestation, dix moudjahidin s'immolent par le feu ; deux succombent à leurs blessures. Maryam Radjavi, tailleur Chanel, foulard en permanence autour du cou, est libérée.

Selon une analyse des *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, « cette opération sans précédent peut marquer une phase nouvelle dans les relations irano-européennes caractérisées, d'une part, par la pression qu'exerce l'Europe sur l'Iran au sujet de son programme nucléaire, pour ne pas donner de prétexte à l'Amérique qui envisage un changement de régime en Iran si ce dernier refuse de collaborer avec l'AIEA ; d'autre part, l'Union européenne, dans la continuité de ses approches précédentes au sujet de l'Iran, qui consistent à soutenir les "réformistes", veut écarter les options qui peuvent contribuer à la déstabilisation de la scène politique en Iran. Dans cette perspective, étant donné que les Moudjahidin du peuple, en tant qu'organisation bien structurée, peuvent jouer un rôle dans la déstabilisation de la République islamique, la France a procédé à cette opération pour limiter l'action de cette organisation sur

le sol français [...]. Quant à la justification de cette opération par le gouvernement français, elle fut exprimée par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy : "Les moudjahidin voulaient faire de la France leur base arrière, nous ne pouvions l'accepter"¹ ».

L'explication est un peu courte. Depuis de longues années, le mouvement utilise la France comme base arrière. Et, à Auvers-sur-Oise, derrière les hauts murs et les miradors qui protègent son quartier général, Maryam Rajavi continue de régner sur l'organisation comme une reine des abeilles sur son royaume. 2003 est une excellente année pour le MEK. La chute de Saddam va lui fournir un autre protecteur : les États-Unis.

1. *Cemoti*, janvier-juin 2006, art. cité.